

CHAPITRE 2: L'application de la regle de droit a l'informatique

Introduction

De toutes les sources évoquées, la loi numero 2008-12 du 26 janvier portant sur la protection des données a caractères personnels semble la plus fortement convoitée en raison du caractère sensible de son objectif. En effet faisant partie du domaine traditionnel de la vie privée de mettre en place un dispositif permettant de lutter contre les atteintes à la vie privée susceptible d'être engendré par la collecte, le traitement, la transmission, le stockage et l'usage des données à caractère personnel. Le traitement de celle-ci doit donc se dérouler dans le respect des droits de liberté fondamentale et de la dignité de la personne physique. Elle prend également en compte les prerogatives de l'Etat, les intérêts des entreprises et de la société civile.

L'ambition de cette loi est donc de s'avérer être un instrument de portée générale de la protection de la vie privée à travers le respect des libertés fondamentales de la personne mais également d'assumer le rôle de l'Etat dans sa mission de préservation de la sécurité nationale. Il s'agit ainsi de concilier ces deux contradictions a priori contradictoires.

Section préliminaire Soit DCP Les données à caractère personnel

Les dcp en tant que instrument de protection de la vie privée sont impulsées par ses propres acteurs appelés personne identifiée ou identifiable: une personne est identifiable si les informations complémentaires peuvent être obtenues sans effort déraisonnable permettant l'identification de la personne concernée. Les dcp s'appliquent donc à toute collecte, tout traitement, toute transmission, tout stockage et toute utilisation par une personne physique, par l'Etat, les collectivités locales, les personnes morales de droit public ou de droit privé. Il en est de même des données concernant la sécurité publique, la défense, la recherche et la poursuite d'infraction pénale ou la sûreté de l'Etat même liée à un intérêt économique.

Toutefois certaines données ne sont pas soumises au traitement et ne sont pas concernées par cette loi il s'agit en évidence des traitements de données mises en œuvre par une personne physique dans le cadre exclusif de ses activités personnelles ou domestiques à condition cependant que ses données ne sont pas destinées à la communication.

Par traitement de dcp, il faut entendre toute opération ou ensemble d'opérations visant la collecte, la transmission, le stockage ou l'utilisation à l'aide de procédés automatisés ou non est destinées à l'exploitation, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation, la modification, l'extraction, la sauvegarde, la copie, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute

autre forme de mise a disposition, le rapprochement ou l'interconnexion ainsi que le verouillage le cryptage, l'effacement , ou la destruction des données a caractère personnel.

En ce sens peuvent etre consideres comme des dcp notamment le nom d'une personne d'une photo un numero de telephone un numero de compte bancaire le numero d'identification national , un code , une adresse email , une empreinte digitale la voix l'image , les génomes humaines etc bref un ou plusieurs element propre a l'identite physique physiologique genetique psychique culturelle sociale ou economique .

Par ailleurs il existe une autre categorie appelees données sensibles Raciale au poursuite , au sanctions pénales ou administratives ces données bénéficient d'une protection renforcée de la loi en raison de leur caractère sensible